



Commission exécutive nationale mardi 7 juin 2011.

Résumés d'intervention

Christian STEENHOUDT (CE)

Souligne le travail important réalisé par l'équipe du BN, ce qui entraîne une dynamique qui se répercute sur les initiatives nombreuses des sections. La perte de repères et de valeurs se traduit par des votes politiques en Espagne et au Portugal qui donnent des majorités à des partis politiques qui représentent l'idéologie qui est à la source même de leurs problèmes. Sur le dossier perte d'autonomie, il est regrettable qu'il n'y ait pas capacité à avoir un contre discours unitaire fort sur des revendications communes sur le financement, la 5^{ème} branche.

Michel GILBERT (BASSE NORMANDIE)

Il souligne l'importance des dossiers et informations fournis par la FGRFP qui permettent à ses militants de jouer un rôle primordial en particulier dans le débat sur la prise en charge de la perte d'autonomie et les rencontres avec les élus.

Il relate le débat interdépartemental tenu le 17 mai en Basse-Normandie. Il considère que ce débat n'a pas apporté de réponses satisfaisantes aux questions posées sur le financement. Il pense que l'évolution de la Sécurité sociale vers une participation de plus en plus importante du secteur complémentaire, ne répond pas à la prise en charge de la perte d'autonomie telle que la revendique la FGRFP.

Il constate que l'alignement des retraités sur les actifs sur la CSG ou la suppression de l'abattement des 10% gagne du terrain dans l'opinion.

Gilles BREGEON (PAYS DE LOIRE)

Rend compte de sa participation au débat interdépartemental sur la perte d'autonomie. Le représentant de la Mutualité Retraite (Harmonie mutualité) et le représentant des assureurs ont assuré que le recours à l'assurance obligatoire était techniquement impossible, les fonds de réserve à constituer étant trop importants. Il informe de la création du gérontopôle dans la région des Pays de la Loire et attend des infos des gérontopôles de Toulouse et de Dijon.

Jacqueline BRENGOU (DELEGUE NATIONALE)

Très forte inquiétude en ce qui concerne l'évolution politique en France (montée du FN) et en Europe. La crise économique et sociale se poursuit avec la montée du chômage, de la précarité. Les politiques d'austérité mises en place sur ordre de la Banque Centrale Européenne et du FMI, loin de corriger les effets de la crise les accroissent et dressent les peuples contre leurs dirigeants. Toutes les élections récentes mettent en évidence le glissement à droite (Portugal, Espagne) mais surtout la montée de l'abstention. La perte de confiance des électeurs est dangereuse pour la démocratie.

Yvon LE GUYADEC (DELEGUE NATIONAL)

Partage l'espoir que suscitent les mobilisations de la jeunesse et des populations du Moyen Orient mais aussi de l'espace Européen. Il souligne que l'espoir ne peut être la poursuite et le durcissement des politiques libérales. A l'opposé pour répondre aux aspirations il convient de promouvoir la nécessité de politiques sociales alimentées par une répartition des richesses recentrée sur les besoins des personnes. Il dénonce le dogme « d'une convergence économique nécessaire » axée sur la réduction des dépenses publiques. Il propose d'amplifier et de réhabiliter le débat social sur des bases argumentaires offensives. Il considère que la FGRFP doit y contribuer avec une détermination accrue à partir de ses dossiers revendicatifs et des actualisations nécessaires, notamment par l'appui de ses militants et du Courrier du Retraité.

Stéphane BATIGNE (RHONE ALPES)

Dans la région Rhône-Alpes, les délégations auprès des candidats aux cantonales ont montré que bien souvent les élus méconnaissaient les problématiques liées à la perte d'autonomie et étaient demandeurs de nos propositions. Ce qui remonte aussi de nos sections départementales c'est le souhait de s'impliquer dans les dossiers de société, service public, liberté, écologie... Les sections 07 et 26 ont adhéré au Comité contre les gaz de schiste, la section 42 a adhéré au comité de défense des cinq syndicalistes Roannais menacés de poursuites judiciaires après les manifestations contre la réforme des retraites.

Mme Bachelot a parlé de "socle" de financement de la perte d'autonomie à 80 %, notion dangereuse : que sont les 20 %, assurance privée ? complémentaires mutualistes ? 20 % aujourd'hui, combien demain ?

En Rhône-Alpes des sections ont participé à l'ouverture du débat dans la population avec des textes communs aux UCR, pas forcément tous identiques sur les propositions mais permettant des diffusions larges et des débats locaux. C'est le cas de l'Isère et de la Hte Savoie. Dans la Loire cela n'a pas été possible mais un travail d'information a été réalisé auprès des adhérents et de nos partenaires sur le projet de pôle gérontologique de St Etienne Bellevue qui se fait sous la houlette centralisée de l'ARS. En Rhône-Alpes, 8 départements, donc constitution d'une liste Internet de diffusion des infos ARS et CODERPA.

Alain BREMOND (PACA)

Siégeant au conseil de surveillance de l'hôpital d'Aix a constaté que la dotation attribuée par l'ARS dans le cadre de la loi HPST met l'ensemble des hôpitaux en déficit budgétaire et s'inquiète de la prise en charge des usagers dans les structures hospitalières. Informe de la manifestation intersyndicale au moment du débat sur la perte d'autonomie (interrégional) le 14 juin à Marseille en présence de Bachelot et Montchamp.

S'inquiète du positionnement de l'ADF qui veut conserver aux départements la gestion de l'APA, bien que source d'inégalités pour des raisons financières ou choix politiques.

Jean TESTAS (AQUITAINE)

Jean Testas rappelle que dans la chasse aux niches fiscales, les 10 % d'abattement accordés aux retraités étaient une compensation suite à une augmentation de salaires des actifs. Sur le plan politique, cela "cassait" la péréquation salaires/retraites et sur le plan financier, les retraités non imposables en étaient exclus.

Le fait de supprimer cet avantage de 10 % est donc une nouvelle régression de notre pouvoir achat

Christiane JOURNEAU (CHAMPAGNE-ARDENNES)

Crainte des camarades de la FGR qui siègent dans les commissions, conférences de l'ARS que les explications sur les structures prennent la place de l'analyse des vraies questions relatives aux problèmes des personnes âgées. Crainte de menaces sur les CLIC. Exemple : ne sont plus financés dans les Ardennes.

Joel CHENET (SNUIPP-FSU)

Partage l'analyse d'Annick MERLEN. Il se réjouit des révolutions en cours dans le monde arabe, mais il faut rester lucide, les promesses ne sont pas achevées. S'inquiète de la guerre menée en Lybie et ses conséquences sur la population. La politique libérale se poursuit en Europe, les plans d'austérité se renforcent mettant en cause les services publics, les conditions de vie des populations. Les mobilisations se poursuivent avec des formes nouvelles comme le mouvement des "indignés". En France, mêmes orientations sociales avec un discours pré-électoral qui se droitisme, divise, oppose les populations. Partout la situation des retraités se dégrade, ce qui justifierait une action de la FERPA. La FGR-FP a bien travaillé, elle doit ouvrir des perspectives unitaires d'action pour la rentrée sur les questions de PA et perte d'autonomie.

Bernard BASSOT (DELEGUE AU CNRPA)

Depuis janvier 2011, le CNRPA a émis un avis favorable assorti d'observations sur les projets de décrets relatifs à la Conférence Nationale de Santé, au développement des MAIA et à la création des accueils de jour. Il a suivi les travaux des groupes ministériels sur le projet de loi, sur la prise en charge de la perte d'autonomie. Il a préparé la journée nationale du CNRPA qui regroupera à Paris le 22 septembre prochain les représentants des CODERPA. Il a relancé l'installation des commissions régionales initiée en 2009, l'ensemble des 22 commissions devant être constituées à la fin 2011.

Annie CLAVEL-EVENO (SNES)

Revient sur l'activité importante de la FGR, au sein du Pôle des Retraités, comme dans l'Inter-UCR (audiences ministérielles, rencontres parlementaires) et souligne l'intérêt des dossiers produits.

Dossier emblématique de N.Sarkozy qui veut accélérer la privation de la Sécurité sociale, la perte d'autonomie, rencontre de nombreuses oppositions de partis, syndicats, associations, mutuelles. Des études récentes infirment des données (il y aura plus d'actifs que prévu, moins de personnes dépendantes). Si 22 milliards (2010) relèvent de la solidarité nationale, il y en a 10 restant à la charge des familles et individus, 7 représentés par le travail bénévole des aidants (chiffres officiels). Le gouvernement maintient cependant son objectif de privatisation ce qui appelle le maintien de la vigilance et la nécessité de construire une solution alternative, donc de poursuivre notre travail pour y parvenir.